



NATIONS  
UNIES

EP

UNEP/MED CC.16/10



UNEP



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

5 mai 2020  
Original : anglais

16<sup>ème</sup> réunion du Comité de respect des obligations de la Convention de Barcelone et ses Protocoles

Téléconférence, 16 - 18 juin 2020

**Point 8 de l'ordre du jour : Fonctionnement efficace du Comité de respect des obligations**

**Liste de questions pour interprétation juridique concernant les procédures et mécanismes de respect des obligations et Règlement intérieur du Comité de respect des obligations**

Pour des raisons environnementales et économiques, le tirage du présent document a été restreint. Les participants sont priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

PNUE/PAM  
Athènes, 2020

## **Note du Secrétariat**

À la 14<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations (Athènes, Grèce, 27 - 29 juin 2018) et 86<sup>e</sup> réunion du Bureau (Téléconférence, 11 juillet 2018) un certain nombre de questions d'interprétation juridique ont été soulevées concernant les procédures et mécanismes de respect des obligations et du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations, pour examen par la 15<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations (Athènes, Grèce, 25 - 26 juin 2019).

La 14<sup>e</sup> réunion du Comité d'application a conclu comme suit (UNEP/MED CC.15/4, §52) :

- (a) Le Comité de respect des obligations est convenu de demander des précisions aux Parties contractantes sur la question de savoir si des membres suppléants pouvaient être élus au Bureau, ainsi que sur le calendrier des élections du Bureau ;
- (b) Toute autre question relative aux Procédures et mécanismes devant être interprétée par les Parties contractantes sera examinée à la 15<sup>ème</sup> réunion du Comité de respect des obligations ;
- (c) Le Comité de respect des obligations recommande la tenue d'une réunion pour élire les membres du Bureau à l'issue de la CdP, afin de valider sa composition. En fonction des ressources disponibles, la réunion pourra se tenir par téléconférence.

La 86<sup>e</sup> réunion du Bureau a conclu comme ci-dessous (UNEP/MED BUR.86/2, §10, 12 et 13) :

- (a) Les membres du Bureau estiment que selon une interprétation stricte, le paragraphe 7 des procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles devrait être considéré comme s'appliquant uniquement aux membres du Comité de respect des obligations ;  
(...)
- (b) Etant donnée également la nécessité de respecter le nombre de sept membres votants du Comité de respect des obligations, il est urgent de traiter et de résoudre les questions existantes qui sont essentielles au fonctionnement du Comité de respect des obligations ;
- (c) Le Bureau a pris note des conclusions de la 14<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations et a souhaité porter à l'attention du Comité les questions suivantes, pour que ce dernier les examine à sa 15<sup>e</sup> Réunion : a) le champ d'application du paragraphe 7 des procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles ; b) les conséquences de l'élection d'un membre suppléant au poste de Président du Comité de respect des obligations ;
- (d) Le Bureau a également demandé au Comité de respect des obligations de préparer, avec l'aide du Secrétariat, une liste de questions de procédure, également fondées sur les résultats de sa 15<sup>e</sup> réunion, qui nécessitent une clarification et une interprétation par les Parties contractantes, ainsi que les recommandations du Comité de respect des obligations, pour examen à la CdP 21.

Les questions ainsi soulevées et les interprétations juridiques possibles fournies par le juriste principal du PNUE ont été présentées sous forme de tableau lors de la 15<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations (Athènes, Grèce, 25 au 26 juin 2019), document UNEP/MED CC.15/11 et sont présentées dans le document présent. La 15<sup>e</sup> réunion s'est conclue comme suit (UNEP/ MED CC. 15/15 §27) :

- a. « en ce qui concerne la question posée par la 86<sup>e</sup> Réunion du Bureau sur le point de savoir si des membres suppléants du Comité de respect des obligations peuvent être élus en tant que membres du bureau du Comité (c'est-à-dire un président et deux vice-présidents) conformément à la Règle 10 des Procédures et mécanismes de respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, le Comité de respect des obligations est convenu que les membres du bureau sont élus parmi les membres du Comité de respect des obligations, à savoir les sept membres ;

- b. en ce qui concerne la question posée par la 86e Réunion du Bureau sur le point de savoir si la Règle 7 des Procédures et mécanismes s'applique exclusivement aux membres du Comité de respect des obligations, il est recommandé de porter la question à l'attention de la Réunion des Parties contractantes (CdP) pour une décision finale. S'il est décidé que la Règle 7 s'applique également aux membres et aux membres suppléants du Comité de respect des obligations, il est conseillé de réviser la Règle 7 des Procédures et mécanismes ;
- c. en raison des contraintes de temps et de la charge de travail, le Comité de respect des obligations n'a pas été en mesure de traiter le document UNEP/MED CC.15/11 et a décidé d'inscrire à son programme de travail pour l'exercice biennal 2020-2021 l'activité suivante : « Examiner le Règlement intérieur du Comité de respect des obligations afin de clarifier un certain nombre de points en suspens et de faire une proposition, le cas échéant, de modification des Procédures et le mécanisme de conformité, pour examen par la CdP 22. » ;

Suite à la conclusion de la 15<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations, la définition du champ d'application de l'article 7 des Procédures et Mécanismes a été portée à l'attention de la CdP 21. Aucun avis spécifique n'a été fourni.

**Action demandée :**

La 16<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations devrait examiner les informations contenues dans le document présent en relation avec le document UNEP/MED CC.16/9 et donner des conseils sur les prochaines étapes à suivre en préparation de la 17<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations.

## LISTE DE QUESTIONS POUR INTERPRÉTATION JURIDIQUE CONCERNANT LES PROCÉDURES ET MÉCANISMES DE RESPECT DES OBLIGATIONS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DE RESPECT DES OBLIGATIONS

(Source : UNEP/MED CC.15/11)

Questions	Paragraphes applicables	Interprétation possible
<b>Question 1 :</b> Les membres suppléants du Comité de respect des obligations peuvent-ils être élus comme des fonctionnaires du Comité en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ?	<p>« <i>Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</i> » (décision IG.17/2 comme amendée par les décisions IG.20/1 et 21/1)</p> <p>Paragraphe 3. « <i>Le Comité est composé de sept membres élus par la Réunion des Parties contractantes à partir d'une liste de candidats désignés par les Parties contractantes. Pour chaque membre du Comité, la Réunion des Parties contractantes élit également un membre suppléant à partir de la même liste</i> ».</p> <p>Paragraphe 10. « <i>Le Comité élit ses fonctionnaires - un Président et deux Vice-Présidents - sur la base du principe de répartition géographique équitable et de rotation</i> ».</p> <p>Paragraphe 14. « <i>En l'absence d'un membre à la réunion, le suppléant respectif remplacera le membre</i> ».</p> <p>Paragraphe 15. « <i>Pour chaque réunion, un quorum de sept membres est requis</i> ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est clair, au vu des paragraphes applicables, que le Comité est seulement constitué de sept membres. Dans les limites des pratiques de l'Organisation des Nations Unies, les membres suppléants visent à agir en qualité de représentants lorsque le représentant originellement désigné est absent.</li> <li>• Le paragraphe 14 du règlement du Comité déclare que, « <i>En l'absence d'un membre à la réunion, le suppléant respectif remplacera le membre</i> ». Un suppléant agit ainsi uniquement lorsque le membre est absent.</li> <li>• Le paragraphe 15 déclare que « <i>Pour chaque réunion, un quorum de sept membres est requis</i> ». Tous les membres à part entière doivent ainsi être présents. Les suppléants ne jouent aucun rôle si le membre à part entière est présent. Les suppléants ne peuvent être comptés dans les sept membres que si leur membre est absent.</li> <li>• Dans les limites des pratiques de l'Organisation des Nations Unies, les fonctionnaires, c'est-à-dire le Président et le Vice-Président, sont élus à partir des membres de l'organe, c'est-à-dire des sept membres.</li> <li>• Si le Président et les Vice-Présidents sont élus à partir des suppléants, alors, au sens strict, ils ne seront en mesure d'occuper leurs fonctions que lorsque leur membre à part entière sera absent.</li> <li>• Si le Président et les Vice-Présidents occupent leurs fonctions alors que leur membre à part entière est présent, cela entraînera une confusion quant aux fonctions des membres et des suppléants, et pourrait de fait accroître le nombre de membres de l'organe, au moins en ce qui concerne la participation.</li> </ul>

Questions	Paragraphes applicables	Interprétation possible
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Par conséquent, il est conseillé d'élire le Président et les Vice-Présidents représentant les membres à partir des membres du Comité. Si ce n'est pas possible, le Président et les Vice-Présidents ne pourront occuper leurs fonctions de suppléants que lorsque les membres ne seront pas présents.</li> </ul>
<b>Question 2 :</b> Les fonctionnaires du Comité de respect des obligations élus deux fois consécutivement, mais pour moins de 2 ans (sur la base du cycle de la CdP tous les deux ans), peuvent-ils être réélus ?	<p>« <i>Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</i> » (décision IG.17/2 comme amendée par les décisions IG.20/1 et 21/1)</p> <p>Paragraphe 6. « <i>Les membres et les membres suppléants n'occuperont pas de fonctions dans le Comité pour plus de deux mandats consécutifs</i> ».</p>	<p>Le paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations s'applique sans considération de la durée du mandat. Par ailleurs, ce qui est pris en compte est si le titulaire a été élu pour un deuxième mandat consécutif, et assume ces fonctions. Si tel est le cas, et si le titulaire occupe ses fonctions pour un mandat plus court, ou renonce à de telles fonctions, il/elle ne pourra tout de même plus s'acquitter d'un autre mandat.</p>
<b>Question 3 :</b> Le paragraphe 7 des Procédures et mécanismes de respect des obligations s'applique-t-il exclusivement aux membres du Comité de respect des obligations ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</i> » (décision IG.17/2, comme amendée par les décisions IG.20/1 et 21/1).</li> </ul> <p>Paragraphe 7. « <i>Les membres du Comité sont des ressortissants des Parties à la Convention de Barcelone. Le Comité ne comprend pas plus d'un ressortissant d'un pays donné</i> ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Règlement intérieur du Comité de respect des obligations</i> » (décision IG.21/1).</li> </ul> <p>Paragraphe 11 (3). « <i>En l'absence d'un membre à la réunion, le suppléant respectif remplacera le membre</i> ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le paragraphe 7 déclare que « <i>Les membres du Comité sont des ressortissants des Parties à la Convention de Barcelone</i> ». <i>Le Comité ne comprend pas plus d'un ressortissant d'un pays donné</i> ».</li> <li>« <i>En l'absence d'un membre à tout ou partie de la réunion, le suppléant respectif remplacera le membre</i> ».</li> <li>Le membre suppléant, à un certain point ou en l'absence d'un membre du comité, agit en tant que membre. Ainsi, le paragraphe 7 s'applique tant aux membres du Comité de respect des obligations qu'aux membres suppléants.</li> </ul>
<b>Question 4 :</b> Un membre suppléant du Comité de respect des obligations peut-il être de la même nationalité que	<ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</i> » (décision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le paragraphe précise bien que le Comité ne comprend pas plus d'un ressortissant d'un pays donné. Cela s'applique aussi aux membres suppléants.</li> </ul>

Questions	Paragraphes applicables	Interprétation possible
l'un des membres du Comité de respect des obligations ?	<p>IG.17/2 comme amendée par les décisions IG.20/1 et 21/1).</p> <p>Paragraphe 7. « <i>Les membres du Comité sont des ressortissants des Parties à la Convention de Barcelone. Le Comité ne comprend pas plus d'un ressortissant d'un pays donné</i> ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Règlement intérieur du Comité de respect des obligations</i> » (décision IG. Paragraphe 11 (3). « <i>En l'absence d'un membre à la réunion, le suppléant respectif remplacera le membre</i> ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En vertu du paragraphe 11 (3), le membre suppléant peut, à un certain point, agir comme membre du Comité. Selon nous, le membre suppléant devrait être de la même nationalité que le membre qu'il ou elle remplace. Sinon, cela pourrait entraîner des problèmes concernant la représentation géographique équitable au sein du Comité, et soulever également la possibilité d'avoir plus de deux ressortissants de la même Partie contractante comme membres du Comité. Dans tous les cas, un membre suppléant du Comité de respect des obligations ne pourra pas être de la même nationalité que l'un des membres du Comité de respect des obligations.</li> </ul>
<b>Question 5 :</b> Une réunion ayant pour seul but l'élection du Président et des Vice-Présidents du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2020-2021 peut-elle être organisée immédiatement après la CdP 21 (2-5 décembre 2019) mais avant la réunion annuelle du Comité de respect des obligations (juin 2020) ? Si oui, la réunion doit-elle être une réunion ordinaire ou extraordinaire ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</i> » (décision IG.17/2, comme amendée par les décisions IG.20/1 et 21/1).</li> </ul> <p>Paragraphe 4. « <i>Le mandat complet débute à la fin de la Réunion ordinaire des Parties contractantes et se termine à la fin de la deuxième Réunion ordinaire des Parties contractantes</i> ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Règlement intérieur du Comité de respect des obligations</i> » (décision IG.21/1).</li> </ul> <p>Paragraphe 6. « <i>Le Comité élit un Président et deux Vice-Présidents pour une durée de deux ans. Aucun fonctionnaire n'occupe de fonctions pendant plus de deux mandats consécutifs.</i> »</p> <p>Paragraphe 4 (1). « <i>Le Comité se réunit normalement deux fois par exercice biennal, de préférence une fois par an. Il peut recommander</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En vertu du paragraphe 6, il appartient au Comité d'élire ses fonctionnaires. Les fonctionnaires seront élus lors de la réunion formelle du Comité.</li> <li>Organiser une réunion visant seulement à élire le Président et deux Vice-Présidents du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2020-2021 avant la réunion annuelle du Comité (juin 2020), comme le recommande le Comité de respect des obligations, ne relève pas du paragraphe 4 (1) du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations.</li> <li>Dans le cadre du paragraphe 4 (1) du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations, les réunions supplémentaires sont soumises aux éléments suivants : i) la charge de travail, soit en cas de soumission par une Partie ou de ii) renvoi par le Secrétariat, selon la disponibilité des fonds. L'élection de fonctionnaires n'est pas prévue.</li> <li>La procédure d'élection d'un Président et de Vice-Présidents du Comité de respect des obligations est présentée au paragraphe 20 du Règlement intérieur pour les réunions et les conférences, qui s'applique <i>mutatis mutandis</i> (paragraphe 2 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations).</li> <li>À la lumière du paragraphe 20, le Président et les Vice-Présidents du Comité de respect des obligations doivent être élus à la première séance de chaque réunion ordinaire du Comité.</li> </ul>

Questions	Paragraphes applicables	Interprétation possible
	<p><i>que le Secrétariat organise des réunions supplémentaires, selon la charge de travail, découlant de soumissions de la part des Parties contractantes concernées et de renvois du Secrétariat, et selon la disponibilité des fonds. »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Règlement intérieur pour les réunions et conférences des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et ses Protocoles connexes.</li> </ul> <p>Paragraphe 20 (1). « <i>Au début de la première séance de chaque réunion ordinaire ou conférence, un Président, quatre Vice-Présidents et un Rapporteur seront élus à partir des représentants des Parties contractantes</i> ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Même si ce n'est pas prescrit dans les paragraphes, le Président et les Vice-Présidents actuels du Comité de respect des obligations occuperont leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus à la réunion ordinaire du Comité de respect des obligations.</li> <li>Organiser une réunion extraordinaire pour élire un Président et des Vice-Présidents du Comité de respect des obligations ne semble pas être une option, car le paragraphe 20 du Règlement intérieur pour les réunions et les conférences exige une réunion ordinaire. Le paragraphe 20 se lit comme suit : « <i>Au début de la première séance de chaque réunion ordinaire ou conférence, un Président, quatre Vice-Présidents et un Rapporteur seront élus à partir des représentants des Parties contractantes</i> » (soulignement ajouté).</li> </ul>
<p><b>Question 6 :</b> Existe-t-il une incohérence entre le paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations et le paragraphe 6 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</i> » (décision IG.17/2, comme amendée par les décisions IG.20/1 et 21/1).</li> </ul> <p>Paragraphe 6. « <i>Les membres et les membres suppléants n'occuperont pas de fonctions dans le Comité pour plus de deux mandats consécutifs</i> ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« <i>Règlement intérieur du Comité de respect des obligations</i> (décision IG.21/1)</li> </ul> <p>Paragraphe 6. « <i>Le Comité élit un Président et deux Vice-Présidents pour une durée de deux ans. Aucun fonctionnaire n'occupe de fonctions pendant plus de deux mandats consécutifs</i> ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le paragraphe 6 du Règlement intérieur déclare que : « <i>Le Comité élit un Président et deux Vice-Présidents pour une durée de deux ans. Aucun fonctionnaire n'occupe de fonctions pendant plus de deux mandats consécutifs</i> ».</li> <li>Le paragraphe 6 des Procédures et mécanismes déclare que « <i>Les membres et les membres suppléants n'occuperont pas de fonctions dans le Comité pour plus de deux mandats consécutifs</i> ».</li> <li>Cette règle s'applique sans considération de la durée du mandat.</li> <li>Ainsi, vraisemblablement, si un fonctionnaire démissionnait par exemple après un an, il/elle serait tout de même considéré(e) comme s'étant acquitté(e) d'un mandat.</li> <li>Aucune incohérence entre le paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations et le paragraphe 6 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations.</li> </ul>